



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
et de la légalité**

Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2025-336 du 01 SEP. 2025, mettant en demeure la société PMC ISOICHEM de respecter l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 pour les installations classées qu'elle exploite dans son établissement situé au 4, avenue Philippe Lebon, à Gennevilliers.

Le préfet des Hauts-de-Seine,

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire,

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

Vu le décret du 15 avril 2022, portant nomination de monsieur Pascal GAUCI, en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu le décret du 31 octobre 2024, portant nomination de monsieur Alexandre BRUGERE en qualité de préfet des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu l'arrêté SGAD n°2025-26 du 22 juillet 2025, portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 28 octobre 2024 dans l'établissement de la société PMC ISOICHEM sise au 4, avenue Philippe Le Bon à Gennevilliers,

Vu le rapport du service risque et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la direction régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, en date du 25 juillet 2025 constatant à la suite de la visite du 28 octobre 2024 précitée le non respect de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 précité relatif aux composés organiques volatils (COV),

Vu le même rapport du 25 juillet 2025, proposant au préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société, afin de respecter la disposition réglementaire précitée,

Vu le courrier en date du 25 juillet 2025 de la cheffe du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la DRIEAT d'Ile-de-France transmettant à l'exploitant le rapport du même jour et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours, à compter de la réception du courrier,

Vu l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai octroyé,

Considérant que l'inspection des installations classées, lors de la visite qu'elle a réalisée le 28 octobre 2024, a constaté, le non-respect de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 précité, en ce que :

- le dernier rapport de mesures de rejet atmosphérique relève plusieurs dépassements de VLE pour les COVt au niveau des colonnes L1, L10 et L13,
- pour la colonne L13, le dépassement est conséquent, avec un rejet en COVt de 10 449 mg/Nm³ par rapport à la VLE de 20 mg C/ Nm³,
- l'exploitant évoque que ces dépassements exceptionnels sont dus à un nettoyage effectué avec de la solution de soude contenant de traces de méthanol,

Considérant que le non respect de ces dispositions constitue une non-conformité notable,

Considérant qu'il est nécessaire de protéger les intérêts protégés à l'article L.511-1 du code de l'environnement

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société PMC ISOCHEM, pour son établissement situé au 4, avenue Philippe Lebon à Gennevilliers, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 9.1 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 précité.

Elle doit prendre les mesures nécessaires afin que les émissions de composés organiques volatils ne dépassent pas les valeurs limites d'émission dans les gaz résiduels et les valeurs limites d'émissions diffuses, ou les valeurs limites d'émission totale, énoncées dans les annexes I et II de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 précité.

ARTICLE 2 :

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté dans le délai imposé, et indépendamment des poursuites pénales éventuellement engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les articles L171-8 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 : Publication

Le présent arrêté sera notifié au représentant légal de la société.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 5 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

Pour le préfet et par délégation

Pascal GAUCI